

AVIS DES SOCIETES

ETATS FINANCIERS

Unité de Fabrication de Médicaments - Unimed

Siège Social : BP 38, ZI Kalaa Kébira – 4060, Sousse

La société UNIMED publie ci-dessous, ses états financiers arrêtés au 31 décembre 2018 tels qu'ils seront soumis à l'approbation de l'Assemblée Générale Ordinaire qui se tiendra en date 24 juin 2019. Ces états sont accompagnés du rapport général et spécial du commissaire aux comptes Mr FENDRI Abderrahmen.

BILAN
AU 31 DECEMBRE

(Exprimé en Dinar Tunisien)

Actifs	Notes	2018	2017
Actifs non courants			
Actifs Immobilisés			
Immobilisations incorporelles		4 292 227	3 705 993
Moins : amortissements		(3 212 929)	(2 872 788)
	IV.1	1 079 298	833 205
Immobilisations corporelles		124 524 153	106 606 015
Moins : amortissements		(72 105 161)	(66 909 160)
	IV.2	52 418 992	39 696 855
Immobilisations financières		8 746 807	8 292 216
Moins : provisions		(117 513)	(75 939)
	IV.3	8 629 294	8 216 277
Total des actifs immobilisés		<u>62 127 584</u>	<u>48 746 337</u>
Autres actifs non courants	IV.4	49 432	148 300
Total des actifs non courants		<u>62 177 016</u>	<u>48 894 637</u>
Actifs courants			
Stocks		35 207 413	23 401 978
Moins : provisions		(1 210 512)	(910 344)
	IV.5	33 996 901	22 491 634
Clients et comptes rattachés		17 837 410	15 076 888
Moins : provisions		(1 067 693)	(1 174 997)
	IV.6	16 769 717	13 901 891
Autres actifs courants		11 798 732	5 953 274
Moins : provisions		(651 682)	(312 203)
	IV.7	11 147 050	5 641 071
Liquidités et équivalents de liquidités	IV.8	7 997 245	10 834 786
Total des actifs courants		<u>69 910 913</u>	<u>52 869 382</u>
Total des actifs		132 087 929	101 764 019

BILAN
AU 31 DECEMBRE

(Exprimé en Dinar Tunisien)

Capitaux propres et passifs	Notes	2 018	2 017
Capitaux propres			
Capital social		32 000 000	32 000 000
Réserves		43 057 969	38 045 393
Autres capitaux propres		21 922	44 686
Capitaux propres avant résultat de la période	IV.9	<u>75 079 891</u>	<u>70 090 079</u>
Résultat de l'exercice		18 359 678	12 532 575
<u>Total des capitaux propres après résultat de la période</u>		<u>93 439 569</u>	<u>82 622 654</u>
Passifs			
Passifs non courants			
Emprunts	IV.10	15 346 103	3 903 282
Autres passifs non courants	IV.11	1 565 386	1 053 234
<u>Total des passifs non courants</u>		<u>16 911 489</u>	<u>4 956 516</u>
Passifs courants			
Fournisseurs et comptes rattachés	IV.12	12 744 061	4 851 799
Autres passifs courants	IV.13	8 188 482	7 869 708
Autres passifs financiers	IV.14	804 328	1 455 748
Concours bancaires		-	7 594
<u>Total des passifs courants</u>		<u>21 736 871</u>	<u>14 184 849</u>
<u>Total des passifs</u>		<u>38 648 360</u>	<u>19 141 365</u>
<u>Total des capitaux propres et passifs</u>		<u>132 087 929</u>	<u>101 764 019</u>

ETAT DE RESULTAT
POUR L'EXERCICE CLOS AU 31 DECEMBRE

(Exprimé en Dinar Tunisien)

	Notes	2 018	2 017
Produits d'exploitation			
Revenus	V.1	87 087 749	70 345 051
Autres produits d'exploitation	V.2	44 364	68 778
Total des produits d'exploitation		87 132 113	70 413 829
Charges d'exploitation			
Variation stocks des produits finis	V.3	2 624 400	(753 356)
Achats d'approvisionnements consommés	V.4	(36 406 533)	(28 474 119)
Charges de personnel	V.5	(12 957 874)	(12 271 971)
Dotations aux amortissements et aux provisions	V.6	(7 289 716)	(6 993 152)
Autres charges d'exploitation	V.7	(9 207 806)	(6 907 335)
Total des charges d'exploitation		(63 237 529)	(55 399 933)
Résultat d'exploitation		23 894 584	15 013 896
Charges financières nettes	V.8	(749 934)	763 560
Produits des placements	V.9	9 845	38 903
Autres gains ordinaires	V.10	81 512	106 357
Autres pertes ordinaires	V.11	(363 420)	(336 532)
Résultat des activités ordinaires avant Impôt		22 872 587	15 586 184
Impôt sur les sociétés	V.12	(4 512 909)	(3 053 609)
Résultat des activités ordinaires après impôt		18 359 678	12 532 575
Résultat net de la période		18 359 678	12 532 575

ETAT DE FLUX DE TRESORERIE
POUR L'EXERCICE CLOS AU 31 DECEMBRE

(Exprimé en Dinar Tunisien)

	Notes	2 018	2 017
Flux de trésorerie liés à l'exploitation			
Résultat net		18 359 678	12 532 575
Ajustements pour :			
Amortissements & provisions		7 289 716	6 993 152
Plus ou moins-value sur cession d'Immo.		(81 479)	(95 678)
Q-P des subventions d'investissement		(29 484)	(37 839)
Variation des stocks		(11 805 435)	(2 840 263)
Variation des créances		(2 760 522)	(927 311)
Variation des autres actifs		(5 845 457)	(987 890)
Variation des fournisseurs d'exploitation		7 892 261	(1 794 086)
Variation des autres dettes		360 753	1 653 302
Encaissements suite à la cession de placements courants		-	3 000 000
Flux de trésorerie provenant de l'exploitation	VI.1	<u>13 380 031</u>	<u>17 495 962</u>
Flux de trésorerie liés à l'investissement			
Décaissements pour Acqu. d'Imm. Corp & Incorp.		(17 805 058)	(13 640 522)
Encaissements suite à la Cession d'Imm. Corp. & Incorp.		103 000	102 633
Décaissements pour Acqu. d'Imm. Financières		(454 591)	(153 583)
Flux de trésorerie affectés à l'investissement	VI.2	<u>(18 156 649)</u>	<u>(13 691 472)</u>
Flux de trésorerie liés au financement			
Dividendes & autres distributions		(7 515 831)	(6 578 686)
Encaissements des subventions d'investissements		6 720	-
Encaissements d'emprunts		11 000 000	3 500 000
Remboursement d'emprunts		(1 544 218)	(2 592 664)
Flux de trésorerie affectés au financement	VI.3	<u>1 946 671</u>	<u>(5 671 350)</u>
Variation de trésorerie		<u>(2 829 947)</u>	<u>(1 866 860)</u>
Trésorerie au début de la période		10 827 192	12 694 052
Trésorerie à la clôture de la période		7 997 245	10 827 192
<hr/>			
Liquidités à l'actif du bilan		7 997 245	10 834 786
Concours bancaires au passif du bilan		-	(7 594)
Trésorerie selon le bilan		7 997 245	10 827 192

***Notes aux
Etats Financiers***

I. Présentation de la société

« UNIMED » est une société anonyme, de nationalité tunisienne, régie par le droit tunisien. Son capital s'élève au 31 décembre 2018 à 32.000.000 DT divisé en 32 000 000 actions de valeur nominale de 1 DT chacune.

Créée en 1989, « UNIMED » opère dans le secteur de l'industrie pharmaceutique, et se spécialise particulièrement dans les produits stériles : les préparations injectables, les collyres destinés à une application ophtalmique et les solutions de perfusions.

Son activité s'étend sur le marché tunisien et à l'exportation. Son siège social est localisé à la zone industrielle Kalaa Kébira - Sousse.

Sur le plan fiscal, la société est soumise aux règles de droit commun.

II. Faits significatifs de l'exercice

Les principaux faits et événements ayant marqué l'exercice 2018 sont :

- Décision de distribution des dividendes d'un montant de 7.520.000 DT (soit 0,235 DT par action) et ce, suite à la décision de l'assemblée générale ordinaire de la société « UNIMED » réunie en date du 19 juin 2018. Le décaissement desdits dividendes a été effectué en date du 15 août 2018.
- La société a contracté deux nouveaux crédits bancaires auprès de la banque l'Amen Bank pour 3mDT et 8mDT avec un taux d'intérêts du TMM majoré de 1,25 point l'an. Ces emprunts sont destinés à financer l'extension de l'usine. Les crédits sont remboursables sur une période de 7 ans avec 23 mois de grâce chacun.
- Les acquisitions d'immobilisations incorporelles et corporelles ont atteint, à la clôture de 2018, un total de 19 MDT contre 14 MDT pour l'année 2017, soit une hausse globale de 36%. Une nouvelle machine de production a été mise en route durant le dernier trimestre de 2018 avec une capacité nominale de 11 000 flacons/heure.

III. Principes, Règles et Méthodes Comptables

La comptabilité générale de « UNIMED » est informatisée, le traitement informatique permet la saisie des écritures comptables et l'édition des balances, journaux et grands livres.

Les présents états financiers de la société « UNIMED » ont été arrêtés conformément aux normes comptables tunisiennes telles que prévues par la Loi n°96-112 du 30 décembre 1996 ; et dans le respect des hypothèses sous-jacentes (la continuité d'exploitation et la comptabilité d'engagement) ainsi que les conventions comptables prévues par le cadre conceptuel de la comptabilité financière. Les états financiers de l'année 2018 ont été préparés par référence aux mêmes principes et méthodes comptables utilisés dans les états financiers arrêtés au 31 décembre 2017.

Les conventions comptables de base et les méthodes les plus significatives appliquées pour la préparation des états financiers se résument comme suit :

III.1 Unité monétaire

Les états financiers sont établis en dinars tunisien.

III.2 Immobilisations et amortissements

Les immobilisations corporelles et incorporelles exploitées par la société figurent au niveau des actifs non courants pour leurs coûts d'acquisition et sont amorties sur leur durée de vie estimée selon le mode linéaire.

Les taux d'amortissement pratiqués sont les suivants :

- Concessions, brevets & licences	20%
- Logiciels	33%
- Constructions	5%
- Matériels et outillages industriels	15%
- Matériels de transport	20%
- Matériels informatiques	33%
- Installations générales, agencements et aménagements	15%

Il est à signaler, en outre, que la société procède à l'amortissement accéléré de son matériel et outillage industriel en multipliant par 2 le taux d'amortissement linéaire de 15%. Ce mode, admis par ailleurs fiscalement (article 12 du code de l'IRPP & de l'IS), est motivé par le fait que le matériel concerné fonctionne à 3 équipes.

III.3 Stocks

Les stocks se composent comme suit :

- Matières premières, articles de conditionnement, produits en cours de fabrication et produits finis : qui sont comptabilisés selon la méthode de l'inventaire permanent
- Pièces de rechange et consommables : comptabilisés selon la méthode de l'inventaire intermittent. Ils sont évalués à la valeur la plus faible du coût d'acquisition ou de production et de la valeur nette de réalisation.
- Les matières premières et articles de conditionnement sont valorisés à leur coût d'achat hors taxes récupérables majoré par les frais d'approche.
- Les produits finis sont valorisés au coût de production de l'année, qui comprend le coût des matières premières et la quote-part des frais directs et indirects rattachés à la production ; et
- Les produits semi-finis, sont valorisés au coût engagé en fonction de l'avancement du stade de fabrication

III.4 Emprunts

Les emprunts figurent aux passifs du bilan pour la partie débloquée sous la rubrique passifs non courants, la partie à échoir dans un délai inférieur à une année est reclassée parmi les passifs courants.

III.5 Contrats de location financement

Les contrats de crédit-bail sont examinés pour être qualifiés en contrats de location financement ou de location simple.

Les contrats de location sont classés en tant que contrats de location-financement s'ils transfèrent au preneur la quasi-totalité des risques et des avantages inhérents à la propriété des actifs.

Les immobilisations corporelles acquises en vertu d'un contrat de location financement sont enregistrées au bilan à leur juste valeur ou, si celle-ci est inférieure, à la valeur actualisée des paiements minimaux au titre de la location.

La dette correspondante, nette des intérêts financiers, est inscrite au passif. Le loyer est défalqué entre remboursement du principal et charges financières selon le taux d'intérêt effectif du contrat. Les charges financières sont comptabilisées en charge de l'exercice à moins qu'elles ne soient capitalisées dans le coût d'un actif qualifiant.

En l'absence de certitude raisonnable quant au transfert de propriété, les immobilisations acquises par voie d'un contrat de location financement sont amorties selon la méthode linéaire sur la période la plus courte entre la durée d'utilité et la durée des contrats.

Les frais de location simple sont comptabilisés en charges de l'exercice au cours duquel ils sont encourus.

III.6 Les frais préliminaires et charges à répartir

Il s'agit des frais attachés à des opérations conditionnant l'existence, ou le développement de la société, engagés au moment de la création de la société, ou ultérieurement à cette date dans le cadre d'une extension, de l'ouverture d'un nouvel établissement ou d'une modification de son capital.

Les frais préliminaires sont portés à l'actif du bilan en charges reportées dans la mesure où ils sont nécessaires à la mise en exploitation de la société et qu'il est probable que les activités futures permettront de récupérer les montants engagés.

Ces frais englobent toutes les charges antérieures à l'introduction en bourse et ils sont résorbés sur une durée maximale de trois ans, à partir de la date de ladite introduction en bourse avec un délai maximal de cinq ans, à partir de leur engagement.

III.7 Politique de provision pour dépréciation des créances douteuses

Le management procède à la clôture de l'exercice à l'estimation d'une provision pour dépréciation des comptes clients et comptes rattachés ainsi que pour les comptes d'autres actifs courants. A chaque date de clôture le management détermine s'il y a des indicateurs de dépréciation des comptes clients et autres actifs courants. Ces indicateurs comprennent des éléments tels que des manquements aux paiements contractuels ou des difficultés financières du créancier.

L'estimation des éventuelles provisions pour dépréciation est effectuée sur la base d'un état détaillé des créances douteuses adressé par la direction financière de la société à la direction juridique qui donne un avis motivé sur le sort de chaque créance. La nécessité ou non de constituer des provisions est du ressort la direction générale.

III.8 Provisions pour risques et charges

Les réclamations contentieuses impliquant la société sont évaluées par la direction juridique. Celle-ci peut dans certains cas faire appel à l'assistance d'avocats spécialisés. L'estimation faite au titre du risque financier encouru fait appel au jugement. Les provisions dont l'échéance est supérieure à un an ou dont l'échéance n'est pas fixe de façon précise sont classées en passifs non courants.

III.9 Liquidités et équivalents de liquidités

Les liquidités et équivalents de liquidités, figurant dans le bilan et l'état de flux de trésorerie, représentent les disponibilités ainsi que les placements à court terme, liquides et facilement convertibles en trésorerie (généralement dont la maturité est inférieure à trois mois).

III.10 Comptabilisation des revenus

Les revenus sont constatés dès lors que les conditions suivantes sont remplies : la société a transféré à l'acheteur les principaux risques et avantages inhérents à la propriété, le montant des revenus peut être mesuré de façon fiable, il est probable que des avantages futurs associés à l'opération bénéficieront à la société et les coûts encourus ou à encourir concernant l'opération peuvent être mesurés de façon fiable.

Les revenus sont mesurés à la juste valeur de la contrepartie reçue ou à recevoir. Les revenus sont nets de remises et réductions commerciales consenties par la société et des taxes collectées pour le compte de l'Etat.

III.11 Les règles de prises en compte des gains et des pertes de change

Les transactions en monnaies étrangères sont comptabilisées en appliquant :

- Pour les ventes : le taux de change journalier de la BCT ;
- Pour les achats de biens : le taux de change figurant sur les documents douaniers ;
- Pour les achats de services, règlements et encaissements : le taux de change du jour de l'opération.

A la date de clôture de l'exercice, les actifs et les passifs monétaires courants sont évalués en utilisant le taux de change en vigueur à cette date. Les pertes et gains de change en résultant sont constatés en résultat de l'exercice.

III.12 Règles de classification et méthode d'évaluation des placements

1. Classification

Les placements à court terme

Sont classés dans cette catégorie, les placements que l'entreprise n'a pas l'intention de conserver pour plus d'un an et qui, de par leur nature, peuvent être liquidés à brève échéance.

Les placements à long terme

a- Les titres de participation : Il s'agit des titres détenus dans l'intention de conservation durable en vue d'exercer sur la société émettrice un contrôle exclusif, une influence notable ou un contrôle conjoint, ou pour protéger ou promouvoir des relations commerciales.

b- Les titres immobilisés : Il s'agit des titres autres que les titres de participation que l'entreprise a l'intention de conserver durablement notamment pour obtenir des revenus et des gains en capital sur une longue période ainsi que les titres dont la conservation durable est subie plutôt que voulue sous l'effet de contraintes juridiques.

2. Evaluation

Les placements à court terme

A la date de clôture, les placements à court terme font l'objet d'une évaluation à la valeur de marché pour les titres cotés et à la juste valeur pour les autres placements à court terme. Les plus-values et moins-values dégagées sont portées en résultat sur les titres cotés très liquides. Pour les titres cotés qui ne sont pas très liquides et les autres placements à court terme, les moins-values par rapport au coût font l'objet de provisions et les plus-values ne sont pas constatées.

Les placements à long terme

A la date de clôture, il est procédé à l'évaluation des placements à long terme à leur valeur d'usage. Les moins-values par rapport au coût font l'objet de provision. Les plus-values par rapport au coût ne sont pas constatées.

Pour déterminer la valeur d'usage, la société prend en compte plusieurs facteurs tels que la valeur du marché, l'actif net, les résultats et les perspectives de rentabilité de l'entreprise émettrice ainsi que la conjoncture économique et l'utilité procurée à l'entreprise.

III.13 Note sur les événements postérieurs à l'arrêté des états financiers

Mise à part la notification de l'accord conclu avec l'administration fiscale concernant le redressement des années 2013-2014-2015 à la date du 21 mars 2019, le management de la société n'a identifié aucun événement survenu entre la date de clôture de la période et la date de publication des états financiers et qui est lié à des conditions existants à la date de clôture et qui peut entraîner une modification importante des actifs ou des passifs de la société et qui risque d'avoir des répercussions importantes sur ses activités futures.

III.14 Note sur le contrôle fiscal

La société a reçu à la date du 10 février 2017 une notification pour un contrôle fiscal approfondi couvrant la période allant du 1er janvier 2013 au 31 décembre 2015 et portant sur les différents impôts et taxes auxquels la société est soumise ayant abouti à un redressement de 2.450 mille DT. Suite à l'opposition de la société aux résultats de contrôle, le montant du redressement a été réduit à 1.056 mille DT et ce, selon la réponse de l'administration fiscale parvenue en date du 20 avril 2018.

La société a envoyé le 2 mai 2018 une deuxième réponse aux autorités compétentes. Une transaction a été conclue entre la société et l'administration fiscale en date du 21 mars 2019 pour un montant définitif égal à 476.257 DT.

IV. Notes relatives au bilan

IV.1 Immobilisations incorporelles (En DT)

Les immobilisations incorporelles nettes totalisent au 31 décembre 2018 un montant de 1.079.298 DT contre 833.205 DT au 31 décembre 2017. Elles se détaillent comme suit :

Désignation	Déc. 2018	Déc. 2017
Logiciels	524 921	324 501
Sites Web	41 848	9 640
Concessions, marques, brevets et licences	3 443 640	3 099 880
Dépenses en recherche et développement	281 818	271 972
Total immobilisations incorporelles	4 292 227	3 705 993
Total amortissements cumulés	(3 212 929)	(2 872 788)
Total immobilisations incorporelles nettes	1 079 298	833 205

IV.2 Immobilisations corporelles (En DT)

Le solde net des immobilisations corporelles s'élève au 31 décembre 2018 à 52.418.992 DT contre 39.696.855 DT au 31 décembre 2017 et se détaille comme suit :

Désignation	Déc. 2018	Déc. 2017
Terrains	4 222 771	4 222 771
Constructions	8 461 848	8 144 405
Inst. Gén. Agc. & Amg. Divers	12 071 135	11 056 388
Matériel industriel	75 523 776	64 317 354
Outillage industriel	2 148 221	2 134 749
Matériel de conditionnement	628 134	628 134
Matériel de transport	5 780 771	5 002 875
Mobilier & matériel de bureau	881 315	714 892
Matériel informatique	1 180 905	884 512
Immobilisations corporelles en cours	10 049 875	5 080 830
Avances aux fournisseurs d'immobilisations	3 575 402	4 419 105
Total immobilisations corporelles	124 524 153	106 606 015
Total amortissements cumulés	(72 105 161)	(66 909 160)
Total immobilisations corporelles nettes	52 418 992	39 696 855

Tableau de variation des immobilisations incorporelles et corporelles

En Dinar Tunisien	Valeurs brutes				Amortissements & provisions				V C N	
	31/12/2017	Acquisitions/ Reclassement	Cessions 2018	31/12/2018	31/12/2017	Dotation de la période	Reprise amort immos cédées	31/12/2018	31/12/2017	31/12/2018
Logiciels	324 501	200 420	-	524 921	(278 920)	(29 606)	-	(308 526)	45 581	216 395
Sites Web	9 640	32 207	-	41 847	(2 140)	(273)	-	(2 413)	7 500	39 434
Concessions, marques, brevets et licences	3 099 880	343 761	-	3 443 641	(2 516 911)	(255 867)	-	(2 772 778)	582 969	670 863
Dépenses en R&D	271 972	9 846	-	281 818	(74 817)	(54 395)	-	(129 212)	197 155	152 606
Immobilisations incorporelles	3 705 993	586 234	-	4 292 227	(2 872 788)	(340 141)	-	(3 212 929)	833 205	1 079 298
Terrains	4 222 771	-	-	4 222 771	-	-	-	-	4 222 771	4 222 771
Constructions	8 144 405	317 443	-	8 461 848	(4 191 777)	(366 309)	-	(4 558 086)	3 952 628	3 903 762
Inst. Gén. Agc. & Amg. Divers	11 056 388	1 014 747	-	12 071 135	(7 943 430)	(887 061)	-	(8 830 491)	3 112 958	3 240 644
Matériels industriel	64 317 354	11 206 422	-	75 523 776	(47 646 354)	(3 512 442)	-	(51 158 796)	16 671 000	24 364 980
Outillage industriel	2 134 749	13 472	-	2 148 221	(1 822 757)	(135 278)	-	(1 958 035)	311 992	190 186
Matériel de conditionnement	628 134	-	-	628 134	(627 107)	(881)	-	(627 987)	1 027	147
Matériel de transport	5 002 875	1 414 202	(636 306)	5 780 771	(3 355 184)	(695 784)	568 635	(3 482 333)	1 647 691	2 298 438
Mobilier & matériel de bureau	714 892	166 423	-	881 315	(579 485)	(52 707)	-	(632 191)	135 407	249 124
Matériel informatique	884 512	296 393	-	1 180 905	(743 067)	(114 174)	-	(857 242)	141 445	323 664
Immobilisations corporelles en cours	5 080 830	4 969 045	-	10 049 875	-	-	-	-	5 080 830	10 049 875
Avances aux fournisseurs d'immo.	4 419 105	(843 703)	-	3 575 402	-	-	-	-	4 419 105	3 575 402
Immobilisations corporelles	106 606 015	18 554 444	(636 306)	124 524 153	(66 909 160)	(5 764 636)	568 635	(72 105 161)	39 696 855	52 418 992
TOTAL DES IMMOBILISATIONS	110 312 008	19 140 678	(636 306)	128 816 380	(69 781 948)	(6 104 777)	568 635	(75 318 090)	40 530 060	53 498 290

IV.3 Immobilisations financières (En DT)

Les immobilisations financières nettes s'élèvent au 31 décembre 2018 à 8.629.294 DT contre 8.216.277 DT au 31 décembre 2017 et elles sont détaillées comme suit :

Désignation	Déc. 2018	Déc. 2017
Titres "Société Promochimica" (*)	7 762 600	7 762 600
Emprunt obligataire national	20 000	20 000
Titres immobilisés – droit de propriété	500	500
Dépôts et cautionnements	963 707	509 116
Total immobilisations financières brutes	8 746 807	8 292 216
Provisions pour dépréciation	(117 513)	(75 939)
Total immobilisations financières nettes	8 629 294	8 216 277

(*) La société « UNIMED » détient une participation de 17,51% dans le capital de la société Promochimica et aucune provision pour dépréciation n'est constituée sur ces titres.

IV.4 Autres actifs non courants (En DT)

Les autres actifs non courants nets s'élèvent au 31 décembre 2018 à 49.432 DT contre 148.300 DT au 31 décembre 2017 et se détaillent comme suit :

Désignation	Déc. 2018	Déc. 2017
Charges à répartir	296 599	296 599
Résorptions cumulées	(247 167)	(148 299)
Total autres actifs non courants net	49 432	148 300

Les charges à répartir sont relatives aux coûts engagés dans le cadre de l'introduction en bourse de la société. La résorption de ces frais a commencé au cours du mois de mai 2016 sur une période de 3 ans.

IV.5 Stocks (En DT)

Le solde net des stocks s'élève à 33.996.901 DT au 31 décembre 2018 contre 22.491.634 DT au 31 décembre 2017. Les stocks sont détaillés comme suit :

Désignation	Déc. 2018	Déc. 2017
Matières premières	12 370 520	7 702 786
Conditionnements	10 102 483	6 182 463
Encours en sous-traitance	631 441	565 325
Produits finis en sous-traitance	361 433	236 892
Encours	1 918 266	917 281
Produits finis	5 424 143	3 848 043
Pièces de rechange	3 628 281	3 140 199
Réactifs Laboratoires	449 484	501 934
Stock Consommables	321 362	307 055
Total des stocks bruts	35 207 413	23 401 978
Provisions pour dépréciation des stocks MP et AC	(936 309)	(594 104)
Provisions pour dépréciation des stocks PF et PSF	(173 254)	(166 839)
Provisions pour dépréciation des stocks PDR	(100 949)	(149 401)
Total des stocks nets	33 996 901	22 491 634

IV.6 Clients et comptes rattachés (En DT)

Le solde net des clients et comptes rattachés s'élève au 31 décembre 2018 à 16.769.717 DT contre 13.901.891 DT au 31 décembre 2017 et se détaille comme suit :

Désignation	Déc. 2018	Déc. 2017
Clients ordinaires locaux	4 762 203	3 645 760
Clients, effets à recevoir	-	265 819
Clients ordinaires étrangers	12 007 514	9 990 312
Clients, douteux ou litigieux	1 067 693	1 174 997
Total des comptes clients bruts	17 837 410	15 076 888
Provisions pour dépréciation des créances	(1 067 693)	(1 174 997)
Total des comptes clients nets	16 769 717	13 901 891

IV.7 Autres actifs courants (En DT)

Le solde net des autres actifs courants s'élève au 31 décembre 2018 à 11.147.050 DT contre 5.641.071 DT au 31 décembre 2017. Les autres actifs courants se détaillent comme suit :

Désignation	Déc. 2018	Déc. 2017
Fournisseurs avances & acomptes	140 008	72 096
Fournisseurs, créances sur emballages à rendre	3 470	3 470
Personnel, avances & acomptes	310 803	300 355
Etat, impôts & taxes	9 773 193	4 086 172
Etat, saisie provisoire	970 389	970 389
Débiteurs divers	581 353	488 750
Charges constatées d'avance	19 516	32 042
Total autres actifs courants	11 798 732	5 953 274
Provisions pour dépréciation des débiteurs divers	(651 682)	(312 203)
Total autres actifs courants nets	11 147 050	5 641 071

IV.8 Liquidités et équivalents de liquidités (En DT)

Le solde des liquidités et équivalents de liquidités s'élève au 31 décembre 2018 à 7.997.245 DT contre 10.834.786 DT au 31 décembre 2017 et se détaille comme suit :

Désignation	Déc. 2018	Déc. 2017
Placement courants	116	116
Valeur à l'encaissement	227 173	385 683
Banques en DT	4 854 456	10 222 152
Banques en devises	2 906 961	222 025
CCP et e-dinars	1 575	1 575
Caisse	6 964	3 235
Total liquidités et équivalents de liquidités	7 997 245	10 834 786

IV.9 Capitaux propres (En DT)

Le solde des capitaux propres s'élève au 31 décembre 2018 à 93.439.569 DT contre 82.622.654 DT au 31 décembre 2017 et se détaille comme suit :

Désignation	Déc. 2018	Déc. 2017
Capital	32 000 000	32 000 000
Réserve légale	3 200 000	2 925 000
Réserves statutaires	2 777 847	2 777 847
Réserves libres	29 994 082	25 256 506
Réserves spéciales de réinvestissement	7 086 040	7 086 040
Subventions d'investissement	21 922	44 686
Total des capitaux propres avant résultat	75 079 891	70 090 079
Résultat net de l'exercice	18 359 678	12 532 575
Total des capitaux propres avant affectation	93 439 569	82 622 654

Le résultat par action se présente comme suit :

Désignation	Déc. 2018	Déc. 2017
Résultat net	18 359 678	12 532 575
Nombre d'actions moyen pondéré	32 000 000	30 922 603
Résultat par action (DT)	0,574	0,405

Tableau de variation des capitaux propres

	Capital social	Réserve légale	Réserves de réinvestissement	Autres réserves	Résultat de l'exploitation	Subvention d'investissement	Total des CP avant affectation
Situation au 31 décembre 2017	32 000 000	2 925 000	7 086 040	28 034 353	12 532 575	44 686	82 622 654
Affectation en réserves et résultats reportés	-	275 000	-	4 737 575	(5 012 575)	-	-
Dividendes distribués	-	-	-	-	(7 520 000)	-	(7 520 000)
Augmentation de capital	-	-	-	-	-	-	-
Nouvelles subventions d'investissement	-	-	-	-	-	6 720	6 720
Résorption des subventions d'investissement	-	-	-	-	-	(29 484)	(29 484)
Résultat au 31 décembre 2018	-	-	-	-	18 359 678	-	18 359 678
Situation au 31 décembre 2018	32 000 000	3 200 000	7 086 040	32 771 928	18 359 678	21 922	93 439 569

(1) Les dividendes payés au cours de 2018 s'élèvent à un solde de 7.515.831 DT. En effet, les dividendes décidés lors de l'AGO du 19 juin 2018 ont été payés le 15 août 2018.

(2) Le détail de la subvention d'investissements se présente comme suit :

Nature	Donneur	Etendue	Nouvelle subvention 2018	QP inscrite au résultat 2017 et antérieur	QP inscrite au résultat 2018	Valeur au 31/12/2018	Conditions non remplies
Projet de tri-génération	PROPARCO	126 129	-	81 443	27 468	17 218	Néant
Diagnostic 5eme Plan de Mise à Niveau	Ministère de l'industrie	6 720	6 720	-	2 016	4 704	Néant
TOTAL		132 849	6 720	81 443	29 484	21 922	

IV.10 Emprunts (En DT)

Le solde des emprunts à long terme s'est élevé au 31 décembre 2018 à 15.346.103 DT contre un solde au 31 décembre 2017 de 3.903.282 DT. Le détail se présente comme suit :

Désignation	Déc. 2018	Déc. 2017
Emprunt - AB	11 000 000	-
Emprunt - Leasing	846 103	403 282
Emprunt - BH	3 500 000	3 500 000
Total Emprunts	15 346 103	3 903 282

IV.11 Autres passifs non courants (En DT)

Les passifs non courants sont constitués par la provision pour des risques divers pour 1.565.386 DT au 31 décembre 2018 contre 1.053.234 DT au 31 décembre 2017.

IV.12 Fournisseurs et comptes rattachés (En DT)

Le solde des fournisseurs et comptes rattachés s'élève au 31 décembre 2018 à 12.744.061 DT contre 4.851.799 DT au 31 décembre 2017 et se détaille comme suit :

Désignation	Déc. 2018	Déc. 2017
Fournisseurs d'exploitation locaux	907 963	786 642
Fournisseurs locaux, effets à payer	226 279	91 437
Fournisseurs, factures non parvenues	607 513	5 595
Fournisseurs d'exploitation étrangers	5 594 801	-
Fournisseurs étrangers, paiements en cours	5 014 505	3 900 533
Fournisseurs étrangers, actualisation à la clôture	393 000	67 592
Total des dettes fournisseurs	12 744 061	4 851 799

IV.13 Autres passifs courants (En DT)

Le solde des autres passifs courants s'élève au 31 décembre 2018 à 8.188.482 DT contre 7.869.708 DT au 31 décembre 2017 et se détaille comme suit :

Désignation	Déc. 2018	Déc. 2017
Personnel & comptes rattachés	35 653	923 760
Etat, impôts & taxes	5 111 541	4 130 201
Actionnaires, dividendes à payer	492 395	488 225
Sécurité sociale	1 077 544	1 094 793
Créditeurs divers	954	954
Produits perçus d'avance	-	-
Charges à payer	1 470 395	1 231 775
Total des autres passifs courants	8 188 482	7 869 708

IV.14 Autres passifs financiers (En DT)

Le solde des autres passifs financiers a baissé au 31 décembre 2018 à 804.328 DT contre 1.455.748 DT au 31 décembre 2017 et se détaille comme suit :

Désignation	Déc. 2018	Déc. 2017
Échéances à moins d'un an, AB	-	829 635
Échéances à moins d'un an, UBCI leasing	743 178	571 309
Intérêts courus	61 150	54 804
Total des autres passifs financiers	804 328	1 455 748

V. Notes relatives à l'état de résultat

V.1 Revenus (En DT)

Les revenus se sont élevés au 31 décembre 2018 à 87.087.749 DT contre 70.345.051 DT au 31 décembre 2017 et se détaillent comme suit :

Désignation	2 018	2 017
Ventes à l'export	39 477 582	26 352 385
Ventes locales	47 610 167	43 992 666
Total revenus	87 087 749	70 345 051

V.2 Autres produits d'exploitation (En DT)

Les autres produits d'exploitation ont baissé au 31 décembre 2018 à 44.364 DT contre 68.778 DT au 31 décembre 2017 et se détaillent comme suit :

Désignation	2 018	2 017
Quote-part des subventions d'investissement	29 484	37 839
Subvention d'exploitation	-	26 572
Autres produits d'exploitation	14 880	4 367
Total autres produits d'exploitation	44 364	68 778

V.3 Variation des stocks des produits finis et encours (En DT)

Les stocks de produits finis et encours ont connu une variation positive de 2.624.400 DT au 31 décembre 2018 contre une variation négative de 753.356 DT au 31 décembre 2017.

V.4 Achats d'approvisionnements consommés (En DT)

Les achats d'approvisionnements consommés se sont élevés au 31 décembre 2018 à 36.406.533 DT contre 28.474.119 DT au 31 décembre 2017 et se détaillent comme suit :

Désignation	2 018	2 017
Matières premières	27 894 127	19 455 919
Articles de conditionnement	12 768 878	8 761 378
Fournitures de conditionnement	322 037	265 642
Fournitures et outillage de Laboratoires	613 328	567 400
Fournitures hygiéniques	169 149	81 460
Produits d'entretien	187 466	166 997
Fournitures de bureau	153 224	97 650
Autres approvisionnements	639 053	568 779
Variation de stocks	(9 116 288)	(3 830 952)
Vêtements de travail	15 693	74 742
Energies (eau, électricité, gaz, carburant)	2 759 866	2 295 738
R.R.R. obtenus sur achats	-	(30 634)
Total achats d'approvisionnements consommés	36 406 533	28 474 119

V.5 Charges de personnel (En DT)

Les charges de personnel se sont élevées au 31 décembre 2018 à 12.957.874 DT contre 12.271.971 DT au 31 décembre 2017 et se détaillent comme suit :

Désignation	2 018	2 017
Salaires & compléments de salaires	10 993 027	10 395 755
Charges sociales légales	1 947 625	1 860 096
Autres charges sociales	17 222	16 120
Total charges de personnel	12 957 874	12 271 971

V.6 Dotations aux amortissements et aux provisions (En DT)

Les dotations aux amortissements et aux provisions se sont élevées au 31 décembre 2018 à 7.289.716 DT contre 6.993.152 DT au 31 décembre 2017 et se détaillent comme suit :

Désignation	2 018	2 017
Dot. Amort. des immobilisations incorporelles	340 141	388 554
Dot. Amort. des immobilisations corporelles	5 764 637	5 827 603
Dot. Résorption Charges à répartir	98 868	98 866
Dot. Prov. pour dépréciation des créances	(107 304)	10 445
Dot. Prov. pour dépréciation des autres actifs	339 480	31 545
Dot. Prov. pour dépréciation des stocks	300 168	413 425
Dot. Prov. pour dépréciation immobilisations financières	41 574	6 963
Dot. Prov. pour risques et charges	512 152	215 751
Total dotation aux amortissements et provisions	7 289 716	6 993 152

V.7 Autres charges d'exploitation (En DT)

Les autres charges d'exploitation se sont élevées au 31 décembre 2018 à 9.207.806 DT contre 6.907.335 DT au 31 décembre 2017 et se détaillent comme suit :

Désignation	2 018	2 017
Loyers	128 424	73 356
Entretien & réparation	1 687 998	1 404 501
Assurances	470 742	407 560
Etudes & services extérieurs	1 860 932	1 130 916
Honoraires	497 675	873 434
Transports	926 604	607 271
Frais postaux et de télécom.	63 825	59 814
Services bancaires	521 724	151 095
Missions, réceptions, voyages	548 223	588 350
Relations publiques	1 466 768	863 665
Dons	109 315	53 266
Frais de restauration	202 407	216 469
Droits, impôts & taxes	723 169	477 638
Total autres charges d'exploitation	9 207 806	6 907 335

V.8 Charges financières nettes (En DT)

Les charges financières nettes ont baissé au 31 décembre 2018 à une charge de 749.934 DT contre un produit de 763.560 DT au 31 décembre 2017 et se détaillent comme suit :

Désignation	2 018	2 017
Intérêts sur emprunts	622 014	153 020
Intérêts des autres opérations de financement	359 987	79 700
Intérêts des comptes courants	89 886	78 861
Frais d'escompte	-	2 546
Différence de change	(321 953)	(1 077 687)
Total charges financières nettes	749 934	(763 560)

V.9 Produits des placements (En DT)

Les produits des placements ont diminué au 31 décembre 2018 à 9.845 DT contre 38.903 DT au 31 décembre 2017 et se rattachant à des produits sur placements courants.

V.10 Autres gains ordinaires (En DT)

Les autres gains ordinaires ont baissé au 31 décembre 2018 à 81.512 DT contre 106.357 DT au 31 décembre 2017. Ils se détaillent comme suit :

Désignation	2 018	2 017
Plus-value de cession d'immobilisations	81 480	95 678
Produits divers ordinaires	32	10 679
Total autres gains ordinaires	81 512	106 357

V.11 Autres pertes ordinaires (En DT)

Les autres pertes ordinaires se sont élevées au 31 décembre 2018 à 363.420 DT contre 336.532 DT au 31 décembre 2017. Elles se détaillent comme suit :

Désignation	2 018	2 017
Autres pertes ordinaires	263 891	312 671
Amendes et pénalités	99 529	23 861
Total autres pertes ordinaires	363 420	336 532

V.12 Impôt sur les sociétés (En DT)

Les impôts sur les sociétés se sont élevés au 31 décembre 2018 à 4.512.909 DT contre 3.053.609 DT au 31 décembre 2017. Ils se détaillent comme suit :

Désignation	2 018	2 017
Impôt sur les sociétés	4 278 236	3 053 609
Contribution conjoncturelle	234 673	-
Total autres pertes ordinaires	4 512 909	3 053 609

VI. Notes sur l'état de flux de trésorerie

Pour la détermination de la variation de la trésorerie, la société a choisi le modèle autorisé pour la présentation de flux de trésorerie et ce, conformément à la norme comptable générale. Les différentes variations sont les suivantes :

VI.1 Flux de trésorerie provenant de l'exploitation

Les flux provenant de l'exploitation ont dégagé un excédent de 13.380.031 DT et sont retracés par les variations des postes du bilan, les encaissements et décaissements des placements courants et l'ajustement du résultat de l'exercice par les dotations aux amortissements et aux provisions et la quote-part des subventions d'investissement.

VI.2 Flux de trésorerie liés à l'investissement

Les flux affectés à l'investissement ont dégagé un décaissement de 18.156.649 DT et se détaillent comme suit :

- Décaissement pour l'acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles pour 17.805.058 DT ;
- Encaissement suite à la cession des immobilisations corporelles pour 103.000 DT ;
- Décaissement pour l'acquisition d'immobilisations financières de 454.591 DT constituées par des nouvelles cautions douanières ;

VI.3 Flux de trésorerie liés au financement

Les flux affectés au financement ont dégagé un excédent de 1.946.671 DT et se détaillent comme suit :

- Distribution de dividendes aux actionnaires pour 7.515.831 DT constitués des dividendes décidés au cours de l'AGO du 19/06/2018 totalisant un montant de 7.520.000 DT ajustés par la variation du compte « actionnaires-dividendes à payer » soit 4.169 DT ;
- Encaissement d'un nouvel emprunt bancaire auprès d'Amen Bank pour 11.000.000 DT dans le cadre du projet d'extension de l'usine;
- Remboursement des emprunts bancaires et d'emprunts leasing pour 1.544.218 DT.

VII. Autres notes complémentaires

VII. 1 Identification des parties liées

Les parties liées à la société UNIMED sont les suivantes :

- La société ISSIS SUARL
- La société INOX MED SARL
- La société SMB SARL
- La société SARRAHUILES SA
- La société UNIREST SARL
- La société SENAMED SARL
- La société Clean Room Project

VII.2 Transactions avec les parties liées

Les transactions avec les parties liées survenues en 2018 sont détaillées ci-après :

- Le 02 janvier 2018, la société UNIMED a signé un contrat de location d'un dépôt avec M. Lotfi Charfeddine. En 2018, la charge de location enregistrée chez UNIMED s'élève à 3.500 DT par mois;
- Des travaux d'entretien et rénovation auprès d'INOX-MED pour un total de 383.100 DT HTVA ;
- Des travaux d'aménagement et entretien auprès de Clean Room Project pour un total de 261.175 DT HTVA ;
- Des frais de prospection médicale pour un total de 94.000 DT HTVA auprès de SENAMED ;
- La société UNIMED a accordé un prêt en compte courant associé à la société PROMOCHIMICA de 375.555 DT ;
- Des charges locatives pour un montant de 65.100 DT HTVA d'un bureau loué à Tunis auprès de la société ISSIS ;
- Des travaux de construction auprès de SMB pour un décompte de 184.479 DT HTVA ;
- Des achats d'huile d'olive auprès de SARRAHUILES pour un montant de 5.670 DT ;
- Des frais de restauration du personnel pour 312.171 DT auprès d'UNIREST ;
- Refacturation des charges communes aux sociétés INOXMED, UNIREST, SMB, ISSIS ET SENAMED selon de tableau suivant :

Société	Montant HT	TVA	TTC
INOXMED	2 400	456	2 856
UNIREST	2 400	456	2 856
SMB	2 400	456	2 856
ISSIS	1 200	228	1 428
SENAMED	1 200	228	1 428
Clean Room	3 600	684	4 284
Total :	13 200	2 508	15 708

- Les soldes des parties liées au 31 décembre 2018 sont présentés dans le tableau ci-dessous :

Société	Solde fournisseurs	Débiteurs divers	Solde total
INOXMED	(11 651)	2 856	(8 795)
UNIREST	(25 313)	2 856	(22 457)
S M B	(29 750)	2 856	(26 894)
I S S I S	(6 559)	1 428	(5 131)
SENAME	(11 900)	1 428	(10 472)
Clean Room	(24 657)	4 284	(20 373)
PROMOCHIMICA	-	375 555	375 555
Total :	(109 830)	391 263	281 433

VII.1 Dividendes payés

Les dividendes payés au cours de 2018 s'élèvent à un solde de 7.515.831 DT. En effet, les dividendes décidés lors de l'AGO du 19 juin 2018 ont été payés le 15 août 2018.

VII.2 Emissions, rachats et remboursements de dettes et d'actions

• Dettes

Emprunts	Solde au 31.12.2017			Mouvements de la période		Solde au 31.12.2018		
	Total début de période	Échéance à + 1 an	Échéance à - 1 an	Additions	Règlements échéances	Total fin de période	Échéance à + 1 an	Échéance à - 1 an
AMEN BANK 4 MDT	281 690	-	281 690	-	(281 690)	-	-	-
AMEN BANK 8 MDT	547 945	-	547 945	-	(547 945)	-	-	-
BH 3,5 MDT	3 500 000	3 500 000	-	-	-	3 500 000	3 500 000	-
AMEN BANK 8 MDT	-	-	-	8 000 000	-	8 000 000	8 000 000	-
AMEN BANK 3 MDT	-	-	-	3 000 000	-	3 000 000	3 000 000	-
Total	4 329 635	3 500 000	829 635	11 000 000	(829 635)	14 500 000	14 500 000	0

Les emprunts bancaires présentent les conditions suivantes

	Taux d'intérêt	Nombre total des mensualités	Période de grâce	Date dernière échéance	Garanties
AMEN BANK 4 MDT	TMM + 0,75%	91 mois	20 mois	01/05/2018	
AMEN BANK 8 MDT	TMM + 0,75%	96 mois	23 mois	20/05/2018	
BH 3,5 MDT	TMM + 0,95%	84 mois	36 mois	30/09/2024	Voir Eng. Hors Bilan
AMEN BANK 8 MDT	TMM + 1,25%	84 mois	23 mois	20/08/2025	Voir Eng. Hors Bilan
AMEN BANK 3 MDT	TMM + 1,25%	84 mois	23 mois	20/09/2025	Voir Eng. Hors Bilan

• Actions

Aucune émission ni remboursement d'actions ordinaires n'a eu lieu durant l'exercice 2018.

VII.3 Immobilisations acquises par voie de leasing

Année	Contrat	Catégorie	Valeur Brute	Échéance à - 1 an	Échéance à + 1 an et – de 5 ans	Taux d'intérêt Effectif	Nbre total des Échéance	Loyer mensuel TTC
2015	N°0330180	Matériel de transport	357 443	39 937	0	8,31%	48	8 105
2015	N°0344080	Matériel de transport	93 325	22 342	0	8,57%	48	2 306
2016	N°0355320	Matériel de transport	21 203	5 964	522	8,77%	48	621
2016	N°0362490	Matériel de transport	174 343	48 872	12 911	8,91%	48	4 335
2016	N°0382250	Matériel de transport	125 281	41 794	0	7,97%	36	3 931
2017	N°389700	Matériel de transport	51 064	18 122	4 746	7,50%	36	1 592
2017	N°137954	Matériel de transport	196 337	69 248	24 259	8,30%	36	6 122
2017	N°137956	Matériel de transport	55 589	19 606	6 868	8,30%	36	1 734
2017	N°138311	Matériel de transport	163 317	56 494	34 909	8,30%	36	5 079
2018	N°136104	Matériel de transport	36 631	20 460	3 610	7,39%	22	1 813
2018	N°147323	Matériel de transport	150 148	47 778	76 690	9,00%	36	4 828
2018	N° 432870	Matériel de transport	782 043	239 402	458 503	9,50%	36	24 855
2018	N° 432910	Matériel de transport	142 141	44 350	83 917	9,50%	36	4 518
2018	N°434830	Matériel de transport	136 524	42 205	84 388	9,67%	36	4 350
2018	N°434830	Matériel de transport	39 403	12 181	24 356	9,67%	36	1 494
2018	N° 436510	Matériel de transport	47 116	14 424	30 424	9,87%	36	1 506
Total			2 571 908	743 179	846 103			

Total des paiements minimaux au titre de la location au 31-12-2018	1 775 425
Valeur actualisée des paiements au titre de la location	1 775 425
Ecart	-
Loyer conditionnels inclus dans les charges de la période	-
Total à la date de clôture des futurs paiements minimaux de contrats de sous-location que l'on s'attend à recevoir au titre de sous location non réalisables	-

VII.4 Engagements hors bilan

Type d'engagement	Valeur totale	Tiers	Dirigeants	Entreprises liées	Associés	Observations
Engagements Donnés						
<u>a) Garanties personnelles</u>						
-Cautionnement	3.024.018	UBCI				
	540.388	AMEN BANK				
<u>b) Garanties réelles</u>						
-Hypothèque	43.000.000	AMEN BANK				Une hypothèque sur l'ensemble de la propriété constituée par les parcelles n° 32-33-34-35-36 du plan de lotissement de la zone industrielle de Kalaa Kébira a été accordée à la Banque en aout 2018
-Nantissement	43 000 000	AMEN BANK				Un nantissement sur une liste d'équipement d'exploitation de l'entreprise a été accordé à la Banque en aout 2018
-Nantissement	3 500 000	BH				Un nantissement de la ligne tri-génération
<u>c) Effets escomptés et non échus</u>						
	328 946	UBCI				
	7 798 063	BH				
	481 927	STB				
	7 208 774	AMEN BANK				
<u>d) Créances à l'exportation mobilisées</u>						
	11 495 287	AMEN BANK				
Total	120 377 403					
Engagements reçus						
Néant						
Total						
Engagements réciproques						
Néant						
Total						

VII.6 Tableau de passage des charges par nature aux charges par destination

Rubrique	Montant	Ventilation			
		Coût de production	Frais de distribution	Frais d'administration	Autres charges
Achats d'approvisionnements consommés	36 406 533	36 110 669	142 242	66 737	86 885
Charges de personnel	12 957 874	8 045 542	2 329 618	1 929 557	653 157
Dotation aux Amort. & Prov.	7 289 716	5 535 057	460 186	1 204 788	89 685
Autres charges d'exploitation	9 207 806	2 070 692	3 675 993	2 519 549	941 572
Charges financières nettes	749 934	-	-	-	749 934
Autres pertes ordinaires	363 420	-	-	-	363 420
Impôt sur les sociétés	4 278 236	-	-	-	4 278 236
Contribution sociale solidaire	234 672	-	-	-	234 672
Total	71 488 191	51 761 960	6 608 039	5 720 631	7 397 561

VII.7 Soldes intermédiaires de gestion (En Dinar Tunisien)

Produits	31.12.2018	31.12.2017	Charges	31.12.2018	31.12.2017	Soldes	31.12.2018	31.12.2017
CA Local	47 610 167	43 992 666	Stockage/ déstockage de production	(2 624 400)	753 356			
CA Export	39 477 582	26 352 385						
Autres produits d'exploitation	44 364	68 778						
Total	87 132 113	70 413 829						
Production	89 756 513	69 660 473	Achats consommés	36 406 533	28 474 119	Marge sur coût matière	53 349 980	41 186 355
Marge sur coût matière	53 349 980	41 186 355	Autres charges externes	8 484 637	6 429 697	Valeur ajoutée	44 865 343	34 756 658
Valeur ajoutée	44 865 343	34 756 658	Charges de personnel	12 957 874	12 271 971	Excédent brut d'exploitation	31 184 300	22 007 048
			Impôts et taxes	723 169	477 638			
			Total	13 681 043	12 749 609			
Excédent brut d'exploitation	31 184 300	22 007 048	Charges financières nettes	749 934	(763 560)	Résultat des activités ordinaires	18 359 679	12 532 575
Autre produits ordinaires	81 512	106 357	Autres charges ordinaires	363 420	336 532			
Produits de placement	9 845	38 903	Dotations aux amort et prov	7 289 716	6 993 152			
Total	31 275 657	22 152 308	Impôt sur les bénéfices	4 512 908	3 053 609			
			Total	12 915 978	9 619 733			
Résultat des activités ordinaires	18 359 679	12 532 575	Effets négatifs des modifs. comptables	-	-	Résultat après modifications comptables	18 359 679	12 532 575
Effets positif des modifs. comptables	-	-						

Tunis, le 26 avril 2019

**Mesdames et Messieurs les actionnaires
de la Société « UNIMED »
Zone Industrielle Kalaa Kébira, Sousse**

Rapport sur l'audit des états financiers

Opinion avec réserve

En exécution du mandat de commissariat aux comptes qui nous a été confié par votre assemblée générale du 20 juin 2016, nous avons effectué l'audit des états financiers de la société Unité de Fabrication des Médicaments « UNIMED », qui comprennent le bilan au 31 décembre 2018, l'état de résultat et l'état de flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi que les notes annexes, y compris le résumé des principales méthodes comptables. Ces états financiers font ressortir des capitaux propres positifs de 93.439.569 DT, y compris le résultat bénéficiaire de l'exercice qui s'élève à 18.359.678 DT.

A notre avis, à l'exception de l'incidence éventuelle de la question évoquée dans la section « Fondement de l'opinion avec réserve » de notre rapport, les états financiers ci-joints présentent sincèrement, dans tous leurs aspects significatifs, la situation financière de la société « UNIMED » au 31 décembre 2018, ainsi que sa performance financière et ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément au système comptable des entreprises.

Fondement de l'opinion avec réserve

La société « UNIMED » détient une participation de 17,51% dans le capital de la société Promochimica pour une valeur nette comptable de 7.762.600 DT et une avance en compte courant sur ladite société pour un montant de 375.555 DT. Les derniers états financiers audités de la société Promochimica datent du 31 décembre 2016, et font apparaître des capitaux propres de 12.610.425 DT, soit 2.208.085 DT part d'UNIMED. Les états financiers les plus récents de Promochimica, arrêtés au 30 novembre 2017, non audités, font apparaître des capitaux propres négatifs de 2.656.839 DT. Par ailleurs, nous comprenons que ladite société est actuellement à l'arrêt et un plan pour sa restructuration est en cours d'être étudié par ses différents actionnaires.

De ce fait, et face à la détérioration de la situation financière de Promochimica, nous estimons que les actifs la concernant au niveau des états financiers d'UNIMED devraient faire l'objet d'une dépréciation couvrant la totalité de leur montant.

Questions clés de l'audit

Les questions clés de l'audit sont les questions qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes dans l'audit des états financiers de la période considérée. Ces questions ont été traitées dans le contexte de notre audit des états financiers pris dans leur ensemble et aux fins de la formation de notre opinion sur ceux-ci, et nous n'exprimons pas une opinion distincte sur ces questions.

Nous avons déterminé que la question décrite ci-après constitue la question clé de l'audit qui doit être communiquée dans notre rapport.

Evaluation des stocks

Les stocks, figurent au bilan au 31 décembre 2018 pour une valeur nette de 33.996.901 DT et représentent l'un des postes les plus importants du bilan. Au 31 décembre 2018, la provision sur les stocks s'élève à 1.210.512 DT.

Les stocks sont valorisés à leur coût d'achat hors taxes récupérables majoré par les frais accessoires d'achats (matières premières, articles de conditionnement, pièces de rechange et consommables) et à la valeur la plus faible du coût de production et de la valeur nette de réalisation pour les éléments produits (produits finis et semi-finis).

Nos procédures d'audit mises en œuvre ont consisté à valider l'existence physique des stocks à la date de clôture et à vérifier que l'évaluation de leurs coûts est conforme aux dispositions de la norme comptable NCT 04 relative au stock et à apprécier les données et les hypothèses retenues par la direction pour déterminer la valeur de réalisation nette et l'estimation des provisions sur stocks.

Rapport de gestion du Conseil d'Administration

La responsabilité du rapport de gestion du Conseil d'Administration incombe au Conseil d'Administration.

Notre opinion sur les états financiers ne s'étend pas au rapport de gestion du Conseil d'Administration et nous n'exprimons aucune forme d'assurance que ce soit sur ce rapport.

En application des dispositions de l'article 266 du Code des Sociétés Commerciales, notre responsabilité consiste à vérifier l'exactitude des informations données sur les comptes de la société dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration par référence aux données figurant dans les états financiers.

Nos travaux consistent à lire le rapport de gestion du Conseil d'Administration et, ce faisant, à apprécier s'il existe une incohérence significative entre celui-ci et les états financiers ou la connaissance que nous avons acquise au cours de l'audit, ou encore si le rapport de gestion du Conseil d'Administration semble autrement comporter une anomalie significative. Si à la lumière des travaux que nous avons effectués, nous concluons à la présence d'une anomalie significative dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration, nous sommes tenus de signaler ce fait.

A l'exception du point présenté dans le paragraphe « Fondement de l'opinion avec réserve », nous n'avons pas d'autres remarques à émettre eu égard au rapport de gestion.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance pour les états financiers

Le Conseil d'Administration est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux principes comptables généralement admis en Tunisie, ainsi que du contrôle interne qu'il considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider la société ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la société.

Responsabilités de l'auditeur pour l'audit des états financiers

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit, réalisé conformément aux normes internationales d'audit applicables en Tunisie, permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes internationales d'audit applicables en Tunisie, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- Nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne.
- Nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées dans les circonstances.
- Nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que les informations y afférentes fournies par cette dernière.
- Nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas

adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener la société à cesser son exploitation.

- Nous évaluons la présentation d'ensemble, la forme et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.
- Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.
- Nous fournissons également aux responsables de la gouvernance une déclaration précisant que nous nous sommes conformés aux règles de déontologie pertinentes concernant l'indépendance, et leur communiquons toutes les relations et les autres facteurs qui peuvent raisonnablement être considérés comme susceptibles d'avoir des incidences sur notre indépendance ainsi que les sauvegardes connexes s'il y a lieu.
- Parmi les questions communiquées aux responsables de la gouvernance, nous déterminons quelles ont été les plus importantes dans l'audit des états financiers de la période considérée : ce sont les questions clés de l'audit. Nous décrivons ces questions dans notre rapport, sauf si des textes légaux ou réglementaires en empêchent la publication ou si, dans des circonstances extrêmement rares, nous déterminons que nous ne devrions pas communiquer une question dans notre rapport parce que l'on peut raisonnablement s'attendre à ce que les conséquences néfastes de la communication de cette question dépassent les avantages pour l'intérêt public.

Rapport relatif aux obligations légales et réglementaires

Dans le cadre de notre mandat de commissariat aux comptes, nous avons également procédé aux vérifications spécifiques prévues par les normes publiées par l'Ordre des Experts Comptables de Tunisie et par les textes réglementaires en vigueur en la matière.

Efficacité du système de contrôle interne

En application des dispositions de l'article 3 de la loi 94-117 du 14 novembre 1994, telle que modifiée par la loi 2005-96 du 18 octobre 2005, portant promulgation de la réorganisation du marché financier, nous avons procédé à une évaluation générale portant sur l'efficacité du système de contrôle interne de la société. A ce sujet, nous rappelons que la responsabilité de la conception et de la mise en place d'un système de contrôle interne ainsi que la surveillance périodique de son efficacité et de son efficience incombe à la direction et au Conseil d'Administration.

Sur la base de notre examen, nous n'avons pas identifié des déficiences importantes du contrôle interne. Un rapport traitant des faiblesses et des insuffisances identifiées au cours de notre audit a été remis à la Direction Générale de la société.

Conformité de la tenue des comptes des valeurs mobilières à la réglementation en vigueur

En application des dispositions de l'article 19 du décret n°2001-2728 du 20 novembre 2001, nous avons procédé aux vérifications portant sur la conformité de la tenue des comptes des valeurs mobilières émises par la société avec la réglementation en vigueur. La responsabilité de veiller à la conformité aux prescriptions de la réglementation en vigueur incombe au Conseil d'Administration.

Sur la base des diligences que nous avons estimé nécessaire de mettre en œuvre, nous n'avons pas détecté d'irrégularité liée à la conformité des comptes de la société avec la réglementation en vigueur.

Conseil Audit Formation

Abderrahmen Fendri



*Conseil Audit Formation C.A.F.
Houba & PricewaterhouseCoopers D.A.
Tunisie - PwC - Rue Lac d'Assouad
1055 Les Berges du Lac - Tunis
Tél: 216 71 163 800 / 71 964 300
Fax: 216 71 163 800*

Tunis, le 26 avril 2019

**Mesdames et Messieurs les actionnaires
de la Société « UNIMED »
Zone Industrielle Kalaa Kébira, Sousse**

En application de l'article 200 et suivants et l'article 475 du code des sociétés commerciales, nous reportons ci-dessous sur les conventions conclues et opérations visées par les textes sus-indiqués.

Notre responsabilité est de nous assurer du respect des procédures légales d'autorisation et d'approbation de ces conventions ou opérations et de leur traduction correcte, in fine, dans les états financiers. Il ne nous appartient pas de rechercher l'existence éventuelle de telles conventions ou opérations mais de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données et celles obtenues au travers de nos procédures d'audit, leurs caractéristiques et modalités essentielles, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien fondé. Il vous appartient d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions et la réalisation de ces opérations en vue de leur approbation.

A- Conventions et opérations nouvellement réalisées :

Votre Conseil d'Administration nous a tenus informés des conventions et opérations suivantes nouvellement conclues au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2018 :

- Le 02 janvier 2018, la société UNIMED a signé un contrat de location d'un dépôt avec M. Lotfi Charfeddine. En 2018, la charge de location enregistrée chez UNIMED s'élève à 3.500 DT par mois;
- Des travaux d'entretien et rénovation auprès d'INOX-MED pour un total de 383.100 DT HTVA ;
- Des travaux d'aménagement et entretien auprès de Clean Room Project pour un total de 261.175 DT HTVA ;
- Des frais de prospection médicale pour un total de 94.000 DT HTVA auprès de SENAMED.

B- Conventions et opérations conclues durant les exercices antérieurs et dont l'exécution s'est poursuivie en 2018 :

L'exécution des conventions suivantes, conclues au cours des exercices antérieurs, s'est poursuivie au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2018 :

- La société UNIMED a accordé un prêt en compte courant associé à la société PROMOCHIMICA de 375.555 DT ;
- Des charges locatives pour un montant de 65.100 DT HTVA d'un bureau situé à Tunis auprès de la société ISSIS ;
- Des travaux de construction auprès de SMB pour un décompte de 184.479 DT HTVA ;
- Des achats d'huile d'olive auprès de SARRAHUILES pour un montant de 5.670 DT;
- Des frais de restauration du personnel pour 312.171 DT auprès d'UNIREST ;
- Refacturation des charges communes aux sociétés INOXMED, UNIREST, SMB, ISSIS ET SENAMED selon le tableau suivant :

Participation aux frais du siège 2018			
Société	Montant HT	TVA	TTC
Inox med	2 400	456	2 856
UNIREST	2 400	456	2 856
S M B	2 400	456	2 856
I S S I S	1 200	228	1 428
SENAMED	1 200	228	1 428
Clean Room	3 600	684	4 284
Total en Dinars	13 200	2 508	15 708

C- Rémunération des dirigeants

Les obligations et engagements de la société envers les dirigeants tels que visés à l'article 200 (nouveau) II § 5 du code des sociétés commerciales se détaillent comme suit :

- Le salaire brut servi au Président Directeur Général s'élève au titre de l'exercice 2018 à 902.167 DT (soit un net annuel de 582.593 DT) dont un montant de 269.217 DT relatif à des droits de congés payés. La somme des rémunérations nettes dues au Président Directeur Général s'élève, au 31 décembre 2018, à un solde de 319.373 DT;
- Le Directeur Général Adjoint du pôle administratif et financier perçoit une rémunération annuelle brute de 116.455 DT (soit un net annuel de 88.305 DT). La somme des rémunérations nettes dues au Directeur Général Adjoint s'élève, au 31 décembre 2018, à un solde de 9.724 DT
- Le Directeur Général Adjoint du pôle technique perçoit une rémunération annuelle brute de 111.997 DT (soit un net annuel de 68.627 DT). La somme des rémunérations nettes des au Directeur Général Adjoint s'élève, au 31 décembre 2018, à un solde de 9.598 DT

Par ailleurs, ces dirigeants bénéficient chacun d'une voiture de fonction avec prise en charge des frais s'y rattachant et de frais de communications téléphoniques.

En dehors des conventions et opérations précitées, nos travaux n'ont pas révélé l'existence d'autres conventions ou opérations rentrant dans le cadre des dispositions de l'article 200 et suivant et 475 du code des sociétés commerciales.

Conseil Audit Formation

Abderrahmen Fendri



*Conseil Audit Formation C.A.F.
Monsieur Abdelkader Benouza
1000 - Parc - Rue Lac d'Annecy
1633 Les Forges du Lac - Genève
Tél: 216 71 164 800 / 71 963 909
Fax: 216 71 164 800*